

REVUE UBA

Revue de l'Union Des Banques Arabes - Edition Française

مجلة اتحاد المصارف العربية

Septembre / 2023 / No.2

www.uabonline.org

Les Réunions annuelles FMI-BM 2023 à Marrakech: Une opportunité prometteuse pour l'Afrique et le Moyen-Orient



ASSEMBLÉES ANNUELLES
2023 | **مراكش Marrakech**
GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE
FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

**NOUS AVONS ENTREPRIS UNE TRANSFORMATION
PROFONDE POUR INSUFFLER UNE NOUVELLE
DYNAMIQUE DE CROISSANCE
ET DE MODERNITÉ.**



www.atb.tn

@ArabTunisianBank



LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNION DES BANQUES ARABES



Mohamed Eltreby
Président du conseil
d'administration
Egypte



Dr. Joseph Torby
Président du comité exécutif
Liban



Abdulmohsen Al-Fares
Vice- Président du conseil
d'administration,
Vice -Président du comité
exécutif,
Arabie Saoudite



Dr. Wissam Hassan Fattouh
Secrétaire Général



Othman Benjelloun
Maroc



**Sheikh Mohammad Al-
Jarrah Al-Sabah**
Koweït



Adnan Ahmed Yousif
Bahreïn



**Abdulla Mubarak
Al Khalifa**
Qatar



S.E.M. Bassem EL Salem
Jordanie



**Abdul Razzaq Al
Tarhouni**
Libye



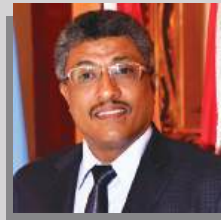
Ziyad Khalaf Abed
Irak



Naji Ghandari
Tunisie



Abdel Hakim EL Ojeily
Sultanat d'Oman



Ahmed Ali Ben Sankar
Yémen



Raghed Gergy Maasab
Syrie



**El Hanchi Ould
Mohamed Saleh**
Mauritanie



Mahmoud El Chawa
Palestine



Abbas Abdullah Abbas
Soudan



Ahmed Al Dib
Jibuti



Lazhar Latreche
Algerie



Tarek Fayed
Les Banques Communes



Fonds Monétaire Arabe
Membre observateur



Emirats Arabes Unies

I ndex

• *Thème de couverture*

9. Réunions annuelles FMI-BM 2023 à Marrakech:

Le Maroc, un cadre idoine pour discuter les défis mondiaux et pour examiner les opportunités prometteuses en Afrique et au Moyen-Orient



7. Le mot du Secrétaire Général de l'UBA

Les réunions de la banque mondiale et du fonds monétaire international à Marrakech: un signe du «partenariat exceptionnel» avec le Maroc

Paroles d'expert, Dossiers, Articles

10. La montée en puissance du Yuan chinois dans l'échange international et l'intention des certains pays de réaliser ses transactions en monnaies locales : **Quelles conséquences pour le dollar?**

Mazen Hammoud



15. **M. Nasser Kamel** : Secrétaire Général de l'Union pour la Méditerranée (l'UpM)

magazine@uabonline.org

Rapport par pays

19. Développements économiques, financiers et bancaires au Royaume d'Arabie Saoudite



Actualités Bancaires et Economiques



46. Le groupe bancaire Albaraka vend sa part dans la banque de financement et du développement au Maroc

47. LA BERD ET BANK OF AFRICA SOUTIENNENT LES PME AU MAROC



50. Favoriser un Écosystème Inclusif pour une Participation Effective des Femmes dans le Secteur FinTech dans la Région Sud de la Méditerranée

54. Crédit bancaire

55. BNA Bank réalise un PNB en hausse de plus de 9% au premier semestre 2023

56. Le FMI

Activités de l'UBA

30. Le Sommet économique et bancaire euro-méditerranéen 2023



45. Sommet Arabe sur la Banque Numérique, Dubai – EAU 15-14 Décembre 2023

Les réunions de la banque mondiale et du fonds monétaire international à Marrakech un signe du «partenariat exceptionnel» avec le Maroc



Dr. Wissam Hassan Fattouh
Secrétaire Général
Union des Banques Arabes

Il ne fait aucun doute que les réunions annuelles du FMI et de la banque mondiale à Marrakech à l'automne 2023 témoignent du statut du Maroc en Afrique, au Moyen Orient et en Afrique du Nord, devenant un centre d'intérêt international, avec des discussions centrées sur l'inclusion financière et numérique, le développement durable, les réformes des institutions financières internationales, l'entrepreneuriat, l'innovation, les réseaux de sécurité sociale, la tolérance et la coexistence.

L'objectif de ces réunions est d'enrichir les débats sur les sujets actuels aux niveaux régional et international et de mettre en lumière les réformes réalisées dans ces domaines pour renforcer l'image du Maroc à l'étranger. On s'attend à ce que ces réunions annuelles à Marrakech, du 9 au 15 octobre, accueillent plus de 14000 personnalités de haut niveau, dont des ministres de l'économie et des finances, des gouverneurs de banques centrales de 189 pays membres, ainsi que des représentants de la société civile, du secteur

privé, des médias internationaux et du monde universitaire.

Ces réunions sont un signe clair de la profondeur des liens et du «partenariat exceptionnel» entre le Maroc, la banque mondiale et le FMI, préparant à accueillir l'élite de l'économie mondiale pour discuter des défis actuels, à un moment où la coopération est plus cruciale que jamais. Ces réunions représentent une opportunité rare pour l'Afrique et le Moyen-Orient, régions majoritairement jeunes, promettant des opportunités fournies par la digitalisation et les technologies modernes. En conclusion, l'Union des Banques Arabes est fière des progrès considérables réalisés par le Maroc à tous les niveaux. C'est la première fois en 50 ans que ces réunions se tiennent en Afrique, où le Maroc a toujours été un carrefour entre le Moyen-Orient, l'Afrique et l'Europe, face aux défis concernant, les dettes de nombreux pays africains ou encore le changement climatique, mais aussi les opportunités offertes par le continent africain.

Striving to achieve tomorrow's goals is what motivates us today

Our expert corporate services aim to take your business to the next level

At QNB we dedicate our greatest commodity to your success, our time. Ensuring your goals are achieved is what is most valuable to us





ASSEMBLÉES ANNUELLES
 2023 | Marrakech
 GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE
 FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

Réunions annuelles FMI-BM 2023 à Marrakech : Le Maroc, un cadre idoine pour discuter les défis mondiaux et pour examiner les opportunités prometteuses en Afrique et au Moyen-Orient

Dans moins de deux mois, Le Maroc accueillera, du 9 au 15 Octobre 2023, les Assemblées Annuelles de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International marquant ainsi le retour de cette Grande manifestation à l'Afrique après leur tenue pour la première fois à Nairobi (Kenya) en 1973 et affirme le positionnement du Maroc sur le continent africain et la région MENA.

Il s'agit du plus grand rassemblement mondial de responsables des politiques monétaires, financières et commerciales et servira d'occasion pour la communauté internationale de discuter de certains défis qui concernent l'Afrique comme l'inclusion des jeunes, la dette à laquelle sont confrontés de nombreux pays du continent ou encore le changement climatique, mais aussi les opportunités

qui s'offrent en Afrique.

La date importante commencera le 9 octobre prochain et se poursuivra jusqu'au 15 et aura lieu dans un village durable qui a été construit dans le quartier de Bab Ighli à Marrakech, et sera l'occasion de réunir Près de 14 000 participants de haut niveau, dont les Ministres de l'Economie et des Finances et les Gouverneurs de Banques Centrales des 189 pays membres ainsi que les représentants de la société civile, du secteur privé, des médias internationaux ainsi que du monde académique, autour des grands dossiers mondiaux pour débattre de questions d'intérêt général, telles que les perspectives économiques mondiales, la stabilité financière dans le monde, la lutte contre la pauvreté, la croissance économique inclusive, la création d'emplois et le changement climatique, entre autres.

La montée en puissance du Yuan chinois dans l'échange international et l'intention des certains pays de réaliser ses transactions en monnaies locales

Quelles conséquences pour le dollar.



Ce dernier temps, nous constatons un appétit grandissant chez certains pays et groupes stratégiques dans le monde pour la devise chinoise et un grand souhait des pays émergents pour traiter leurs transactions en devises nationales.

Le Brésil pour sa part a convenu aussi avec Pékin d'un échange commercial en monnaie chinoise. La décision du Brésil, la plus grande économie en Amérique latine,

de traiter la monnaie chinoise dans ses échanges commerciaux avec la Chine (qui s'élèvent à environ 150 Md de dollars par an) a choqué les Etats Unis et a été comme un tremblement de terre monétaire pour ce pays car cette décision survient après une série d'événements qui conduisent tous à l'abandon du dollar dans le commerce mondial. A ajouter que la banque centrale brésilienne avance dans ses chiffres que le Yuan chinois est devenu la deuxième monnaie de réserve du Brésil et dépasse sa réserve en euro.

De son côté la Russie soutient l'utilisation du Yuan dans son commerce extérieur et encourage les membres du groupe BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) à créer une monnaie unifiée. A leur tour les pays de l'ASEAN (Indonésie -Malaisie -Singapour-Thaïlande -Philippines -Brunei -Vietnam -Laos -Birmanie et Le Cambodge) cherchent eux aussi à réduire leur dépendance au dollar et à étendre l'utilisation de leurs monnaies nationales dans leurs transactions. L'Egypte qui supporte la pression de dollar



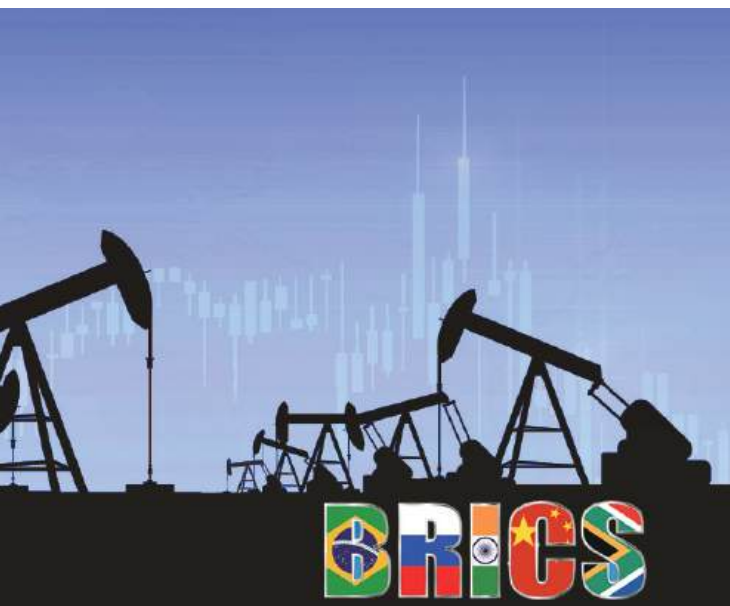
sur sa monnaie nationale et la dévaluation de celle-ci, elle se trouve aujourd'hui devant un problème économique et commercial majeur. L'Égypte est avant tout un pays importateur, car les importations sont supérieures aux exportations et tombent donc sous le coup de la pénalité d'extorsion du dollar et de sa valeur élevée, et les politiques de la réserve fédérale américaine consistant à relever les taux d'intérêt à plusieurs reprises avant qu'il ne l'installe récemment, ce qui donne de la force au dollar tout en affaiblissant les devises des pays émergents, dont l'Égypte et la Turquie, par exemple, et augmenter les taux d'inflation dans ces pays.

A côté du yuan chinois il existe aussi le rouble russe. Dans ce cadre, l'accord entre l'Égypte et la Russie pour négocier dans la monnaie locale comporte de nombreux avantages économiques, dont le principal est d'atténuer la pression sur la livre égyptienne par rapport au dollar et de stimuler le commerce entre l'Égypte et la Russie, notant que l'Égypte est une porte d'entrée vers un énorme marché commercial en Afrique avec 1.4 Milliard de personnes dont 350 millions citoyens arabes. Il est certain que la réduction de la

demande mondiale pour le commerce du dollar affaiblirait la valeur de ce dernier, et alimente les avertissements de l'effondrement du système économique américain. De plus, l'ancienne conseillère américaine de la secrétaire au trésor Monica Crowley a laissé entendre que « si des pays de l'OPEP (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole) comme l'Arabie Saoudite décident de vendre du pétrole dans d'autres devises que le dollar, cela signifiera une catastrophe majeure et l'effondrement du système économique américain. »

Les Emirats ont fait le premier pas dans ce domaine, bien que l'Arabie ait été pionnière en montrant son ouverture à fixer le prix d'une partie de son pétrole en Yuan chinois. Cependant, d'autres pays comme l'Inde et le Brésil ont tendance à traiter en monnaie chinoise dans leur commerce extérieur avec Pékin, tandis que d'autres pays d'Asie et d'Amérique latine préfèrent diversifier leur panier de devises dans leur commerce extérieur comme alternative au « dollar fort ». Ce scénario ne restera pas sans conséquences sur le milieu d'affaires américain.

Côté chinois, la bourse de Shanghai, elle



aussi, a annoncé récemment le prix d'une livraison de gaz émirati en Yuan. Dans les détails, la bourse du pétrole et du gaz naturel de Shanghai a annoncé en Mars dernier que la compagnie chinoise d'Oil (CNOOC) et la française Total Energies avaient conclu les premières transactions chinoises en gaz naturel liquéfié, qui sont réglées en monnaie chinoise, et comprenaient environ 64000 tonnes de gaz naturel liquéfié importé des Emirats Arabes Unis. Cette cotation du pétrole et du gaz en Yuan à la bourse de Shanghai fait l'objet d'une invitation déjà faite par le président chinois Xi Jinping aux Etats du Golfe lors de sa visite en Arabie Saoudite fin 2022, et « de profiter pleinement de la bourse de l'énergie à Shanghai en tant que plate forme pour régler le commerce du pétrole et du gaz en Yuan ».

Un mois après la déclaration du président chinois, le ministre saoudien des finances, avait annoncé que le Royaume était « ouvert aux discussions sur le commerce

via l'utilisation de devises autres que le dollar américain comme l'euro ou le riyal saoudien». D'autres facteurs peuvent jouer aussi en défaveur du dollar comme la hausse continue du taux d'intérêt par la réserve fédérale américaine pour absorber la hausse des prix (Inflation).

Cette hausse des taux pousse une partie des capitaux à fuir les marchés émergents d'Asie, du Moyen-Orient et d'Amérique latine pour acheter des obligations américaines à haut rendement, ce qui cause des dommages aux devises des pays de ces régions et à leur économies, ce qui les a amené à discuter du traitement des monnaies nationales dans leurs échanges commerciaux.



Pour le Brésil, la part du Yuan dans ses réserves monétaires internationales fin 2022 a atteint 5.4% environ dépassant celle en monnaie unique européenne, qui s'élevait à 4.75%. Notons qu'après le retour au pouvoir du président brésilien Lula Da Silva, son pays s'est rapproché de ses partenaires des pays **BRICS**. Ces pays sont plus enthousiastes à l'idée de mettre fin à l'hégémonie du dollar et ont pris plusieurs mesures à cet égard.

La Russie, à qui les pays occidentaux imposent des sanctions économiques en raison de son invasion de l'Ukraine en

Février 2022, a annoncé, selon le discours de son président Vladimir Poutine, son soutien à « L'utilisation du Yuan chinois dans les calculs des transactions entre la Russie et les pays d'Asie, d'Afrique et l'Amérique latine ». Cette annonce ne peut qu'accélérer la hausse de la monnaie chinoise comme alternative au dollar américain, ou du moins brisera sa domination sur le marché mondial. Le commerce dans un premier temps.

A ce titre, et dans le commerce international, le billet vert détient 59% environ du total de réserve monétaire mondiale alors que l'euro ne détient que 20.5%, tandis que le Yuan chinois n'en détient que 2.7% selon les données du FMI pour le quatrième trimestre de 2022.

Pour l'Inde, ce pays a accepté de payer une partie de ses énormes importations de pétrole russe en dirhams émirati au lieu de dollar et ceci à la demande de la Russie. Mais en fin de compte l'Inde a finalement honoré ses factures en dollar car la transaction en monnaie émiratie n'a pas été autorisée par la banque El Machrek à Dubaï, bien que la monnaie des Emirats soit liée au dollar américain.

De leur côté, les **BRICS** et l'une des options pour ces pays pour faire face au dollar fort et à son impact négatif sur leurs économies est ce que le président russe a annoncé l'été dernier, sur la préparation de la création d'une « monnaie de réserve » internationale basée sur un panier de devises des pays du groupe « **BRICS** ».

La création d'une nouvelle monnaie pour le groupe BRICS, qui représente environ 25%

de l'économie mondiale mettrait plus de pression sur le dollar en tant que monnaie d'échange et monnaie de réserve et en même temps se heurterait à l'ambition chinoise de faire du Yuan la première monnaie commerciale au monde.

Les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est « ASEAN » eux aussi cherchent à réduire la dépendance au dollar dans les échanges commerciaux et ont tendance à traiter entre eux en devises nationales. A cet égard, les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales de ces pays se sont rencontrés en Mars dernier en Indonésie pour discuter de la réduction de la dépendance au dollar, à l'euro, au yen japonais et à la livre sterling dans leurs transactions financières et ont discuté aussi du passage aux règlements en monnaie locales.

Un accord a été conclut sur le commerce des devises nationales entre l'Indonésie, la Malaisie, Singapour, les philippines et Thaïlande à l'automne dernier. Là encore, la tendance de ces pays asiatiques à traiter en





devises locales dans leurs échanges intra-communautaires accroît la pression sur la monnaie américaine en tant que monnaie d'échange dans le commerce international. L'ASEAN, qui comprend dix pays des économies émergentes, est la troisième économie d'Asie et la cinquième du monde après les États-Unis, la Chine, le Japon et l'Allemagne.

Côté américain, la dette américaine a atteint environ 32000 milliards de dollars fin 2022, ce qui équivaut à 125% du PIB, et si le billet vert perd son attrait mondial et que les grandes économies trouvent des alternatives au dollar, cela conduira à une forte vente sur le marché des obligations américaines, ce qui les conduirait au stade du défaut des paiements.

Les États-Unis veulent à tout prix éviter un tel scénario. Rappelons-nous qu'après le désengagement du dollar de l'Or en 1971, l'économie américaine n'ayant plus une valeur solide équivalente.

En fait, la force du dollar se construit sur une base « morale » liée à la puissance militaire et économique du pays et à son influence politique, et la confiance des pays, des

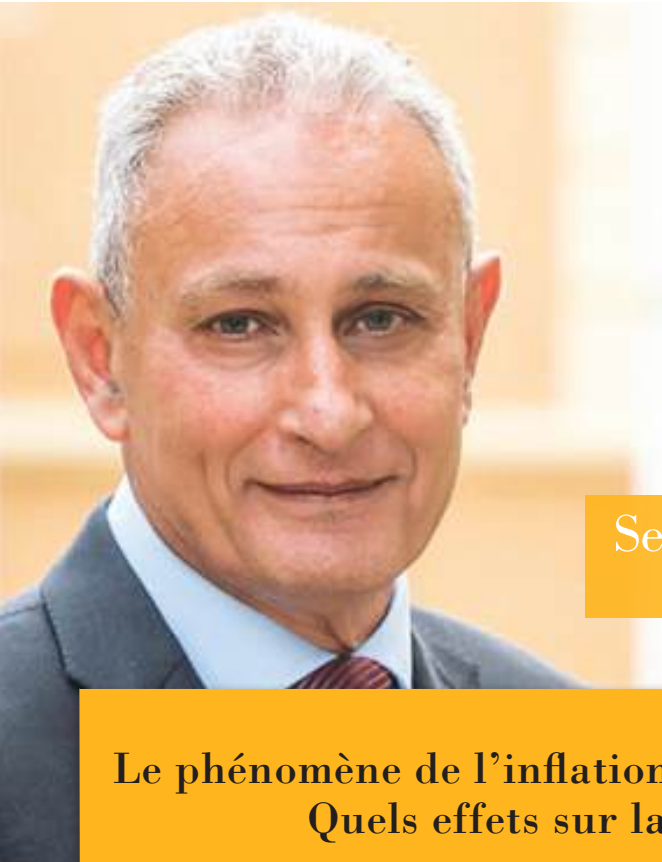
entreprises dans la première économie au monde. C'est sur cette base que le dollar est devenu la monnaie du pétrole et du commerce international et a occupé une grande partie des réserves mondiales de devises.

La transformation radicale des grandes économies, que nous avons citée, vers le Yuan, et l'adoption d'autres devises dans leurs échanges, forment une grande inquiétude pour Washington qui regarde ce qui se passe autour d'elle avec attention mais elle continue en même temps à augmenter ses taux d'intérêt pour absorber l'inflation très élevée.

Mais si la demande mondiale pour le dollar baisse, sa valeur s'affaiblira, l'inflation augmentera davantage et la hausse du taux ne peut pas continuer sans fin.

Devant ce dilemme reste à savoir comment l'Amérique va réagir pour limiter l'appétit des grandes économies pour des monnaies alternatives au dollar et en particulier le Yuan chinois qui tente de devenir une monnaie de commerce international.

Mazen Hammoud
Analyste économique et financier à Paris



Nasser Kamel

Secrétaire Général de l'Union pour la Méditerranée (l'UpM)School

Le phénomène de l'inflation mondiale et de la crise alimentaire Quels effets sur la région méditerranéenne?

Ces dernières années des événements économiques et financiers ont bouleversé la scène économique mondiale et nécessité une hausse rapide et répétée des taux d'intérêts. En tête de ces événements l'inflation et notamment la hausse des prix de l'énergie et des engrais alimentaires.

Ce phénomène mondial enrichi par la guerre russe en Ukraine, n'a pas épargné la région méditerranéenne déjà affaiblie par des inégalités sociales – économiques, et engagée par des accords de partenariat entre les pays arabes et occidentaux qui se trouvent dans cette région.

Pour éclairer la vision sur ce phénomène et ses conséquences sur l'investissement et le marché du travail dans la région méditerranéenne, nous avons interviewé Monsieur Nasser

Kamel, secrétaire général de l'Union pour la Méditerranée afin de mettre l'accent sur la problématique et la réalité des choses et nous montrer quelles sont les spécificités de la région méditerranéenne et ses capacités pour traverser cette période de crise.

Q1 - Comme vous pouvez le constater monsieur Nasser Kamel l'inflation continue à regagner de terrain dans la majorité des pays de la région de la méditerranée, quels sont selon vous les moyens de l'UpM pour lutter contre ce phénomène mondial ?

Au départ, l'inflation, qu'elle soit causée par la demande ou par l'offre, est un phénomène récurrent dans la région et dans le monde

entier. Les pressions inflationnistes actuelles sont le résultat des récentes perturbations géopolitiques dont l'ampleur et la portée sont particulièrement inédites. L'Union pour la Méditerranée a toujours travaillé sur les causes profondes de tels phénomènes, en l'occurrence les niveaux insuffisants de sécurité alimentaire, de production agricole et de flux commerciaux au sein de la région, en particulier le commerce sud-sud. Depuis la pandémie puis la guerre en Ukraine, l'UpM a mobilisé son écosystème de partenaires pour « reconstruire en mieux », c'est-à-dire faire en sorte de bâtir des économies résilientes et durables qui n'oublent personne.



Dans cette optique, le Secrétariat de l'UpM s'engage activement dans la promotion d'un dialogue régional sur la sécurité alimentaire, les chaînes d'approvisionnement durables et le nexus Eau-Énergie-Alimentation-Écosystème, sans perdre de vue l'objectif global de renforcer l'intégration économique qui permettra de créer une région plus résistante aux chocs et capable de mieux faire face aux crises futures.

Q2 - Certain pays arabe de la région souffrent d'une inflation très élevée certes, mais aussi des taux de chômage qui continuent de grimper.

Quelle est la politique de l'union pour renforcer le marché du travail pour ces pays ? Dans ce sens existe-t-il des programmes de coopération avec les pays du nord ?

Les taux de chômage, au nord comme au sud, sont extrêmement élevés. L'un des axes prioritaires de travail du Secrétariat de l'UpM vise donc à favoriser la création d'emplois et d'encourager

l'entrepreneuriat dans la région, en mettant l'accent sur les jeunes qui sont les premiers affectés par le chômage. Le programme Med4Jobs de l'UpM reste notre initiative phare à cet égard/ Lancée il y a 10 ans, ce programme a bénéficié à plus de 100 000 jeunes hommes et femmes, ainsi qu'à des centaines de PME lesquelles sont

des véhicules indiscutables de la croissance économique. Avec le soutien de la GIZ, l'Agence de Coopération allemande pour le développement, le Secrétariat de l'UpM a inauguré le « Hub UpM pour l'emploi, le commerce et l'investissement » qui contribue à soutenir et à promouvoir les meilleures pratiques en matière d'emploi, d'amélioration des perspectives d'employabilité et de transfert des connaissances, principalement dans les pays de la rive sud de la Méditerranée. L'année dernière, nous avons célébré la fin de notre premier programme de subventions



pour des projets visant à favoriser le retour à l'emploi dans le contexte post pandémie. Nous avons déjà lancé un deuxième programme de subventions cette année axé sur l'entrepreneuriat vert. Un troisième est en cours de pour soutenir le commerce numérique inclusif.

Q3 - Comment avez-vous réagi à l'UpM pour faire face à une crise alimentaire causée par le conflit entre la Russie et l'Ukraine et qui frappe la région?

La guerre en Ukraine mais aussi la pandémie. Ces crises successives ont fortement affecté les pays de la région et tout particulièrement les communautés rurales et agricoles déjà vulnérabilisées par un mal-développement, des dégradations environnementales, la sécheresse ou encore l'abandon progressif de

la paysannerie. Elles viennent ébranler les systèmes d'approvisionnement alimentaires de ces communautés et affectent plus durement leurs moyens de subsistance, les exposant ainsi à un risque accru de pauvreté. L'UpM en lien avec ses Etats membres et plusieurs de ses partenaires, notamment CIHEAM et le programme PRIMA, s'est immédiatement saisi du sujet. Nous avons intensifié nos travaux dans le cadre notamment de la plateforme lancée avec la FAO sur le renforcement des systèmes alimentaires durables {sustainable food systems}.

L'UpM a aussi pris activement part aux travaux lancés par l'Italie sur le sujet en étant associé dès le départ aux réunions ministérielles de haut niveau associant Etats, organisations de coopération régionales et le secteur privé. J'ai même accompagné le vice Premier ministre et ministres des Affaires étrangères italiens,

Antonio Tajani, en Egypte pour une visite consacrée à la sécurité alimentaire. Lors de ce déplacement, nous avons notamment avec les coprésidents du programme européen PRIMA valoriser les nécessaires synergies doivent exister entre la recherche, le secteur public et les entreprises pour faire face au défi de la sécurité alimentaire

Q4- Comment qualifiez-vous la coopération aujourd'hui en matière économique entre les pays arabes et européens de l'union d'une part et entre les pays arabes eux même, et quels sont selon vous les défis qui pourraient empêcher l'avancement de cette coopération ?

Les États membres de l'UpM, tant du monde arabe que de l'Europe, ont toujours été activement engagés au sein de l'UpM et de son Secrétariat, que ce soit au niveau politique ou au niveau sectoriel et technique par le biais des plateformes régionales de dialogue de l'UpM qui cherchent à construire un consensus sur les domaines prioritaires.

Bien sûr, il y a toujours place à l'amélioration et à une meilleure exploitation du plein potentiel du Secrétariat de l'UpM, c'est pourquoi les États membres réfléchissent actuellement aux moyens d'améliorer le fonctionnement de l'organisation et de son Secrétariat en renforçant notamment ses capacités financières et donc ses capacités d'intervention sur le terrain. Les défis liés aux conflits ou aux divergences de vues ont toujours existé, même avant la création de l'UpM, et ils continueront d'exister.

Ce que nous essayons de faire, et je dirai avec un certain succès, c'est de mettre de cote ces tensions pour se rassembler sur des sujets sectoriels pour lesquelles une action immédiate et collective est nécessaire.



Union pour la Méditerranée

Q5- Quelle est votre vision pour mieux intégrer l'UpM dans une mondialisation plus large malgré les crises sociaux-économiques et de l'environnement et quels sont vos projets pour continuer à accompagner l'union dans son développement.

La régionalisation est une forme de mondialisation à une échelle réduite. Si l'échelle peut différer, les prérequis, la dynamique et les mécanismes gardent de nombreux traits communs. En 2021, lorsque nous avons publié la première édition du Rapport sur les progrès de l'intégration régionale dans la région de l'UpM, nous avons invité des représentants de plusieurs régions et sous-régions, aussi loin que l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). L'idée était et reste que nous sommes dans une courbe d'apprentissage et que nous sommes toujours désireux d'intégrer les leçons tirées d'autres régions, de reproduire les succès pertinents et de créer des synergies pertinentes qui dépassent la région de l'UpM, car de bons apprenants ne sont jamais prisonniers de leur géographie.



D

éveloppements économiques, financiers et bancaires au Royaume d'Arabie saoudite

L'économie à la croissance la plus rapide parmi les pays du Groupe des vingt (G20)

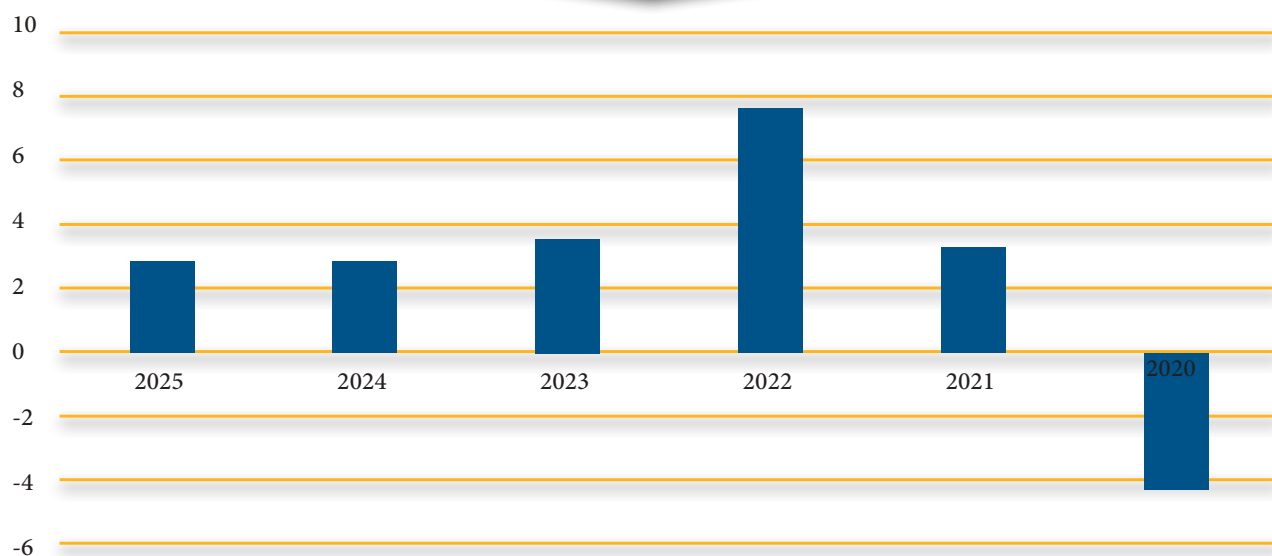
L'Arabie saoudite aspire atteindre les 100 Milliards de Dollars d'IDE annuels d'ici à 2030

L'économie saoudienne connaît sa plus grande prospérité grâce aux politiques et mesures économiques adoptées par le gouvernement du Royaume, accompagnées de la hausse des prix du pétrole et de la forte amélioration des niveaux d'investissement privé. Selon les données du Fonds monétaire international pour l'année 2022, le Royaume d'Arabie saoudite a connu la croissance la plus rapide parmi les économies des pays du Groupe des Vingt. Le taux de croissance global a atteint 8,7%, grâce à une forte production pétrolière et à une croissance du PIB non pétrolier de 4,8%, en raison de niveaux élevés de

consommation privée et d'investissements privés non pétroliers. Les principaux moteurs de la croissance du secteur non-pétrolier comprenaient également le commerce de gros et de détail, ainsi que les secteurs de la construction et des transports.

Selon le rapport d'avril des Perspectives de l'économie mondiale du FMI, le PIB de l'Arabie saoudite sera de 3,1 % au cours des années 2023 et 2024. A noter Le Fonds monétaire international prévoit une croissance de l'économie saoudienne de 2,6 % par rapport à ses précédentes estimations publiées en janvier.

Graphique 1 : Croissance du PIB réel saoudien et perspectives d'avenir (%)



Source : Union des Banques Arabes – le département des Études et de la Recherche d'après les données du Fonds monétaire international, avril 2023.

1. Croissance économique

La croissance économique du Royaume d'Arabie Saoudite au cours de l'année 2022 est soutenue par le rebond des activités pétrolières de 5,8%, une augmentation des activités gouvernementales de 4,9%, en plus d'une augmentation des activités non pétrolières de 1,3%. À la lumière de cela, le chômage dans le Royaume a enregistré ses niveaux les plus bas, le taux de chômage de la population totale en Arabie Saoudite ayant atteint environ 5,1 % au premier trimestre de l'année 2023, et il a enregistré un taux de 8,5 % chez les Saoudiens, et un taux de 1,7% pour les non-Saoudiens. Et avec l'augmentation des taux de participation à la population active, le chômage total est tombé à 4,8% fin 2022, 9% pendant la pandémie «Covid 19»,

et cela reflète une augmentation du nombre de travailleurs saoudiens dans le secteur privé, et une augmentation du nombre de travailleurs expatriés par rapport aux niveaux d'avant la pandémie. Le Fonds monétaire international indique que le taux de chômage des jeunes a diminué de moitié en 2022, par rapport aux deux années précédentes, pour atteindre 16 %. La participation des femmes au marché du travail en Arabie Saoudite a également atteint 36 % en 2022, dépassant l'objectif de 30 % dans le cadre de la Vision 2030.

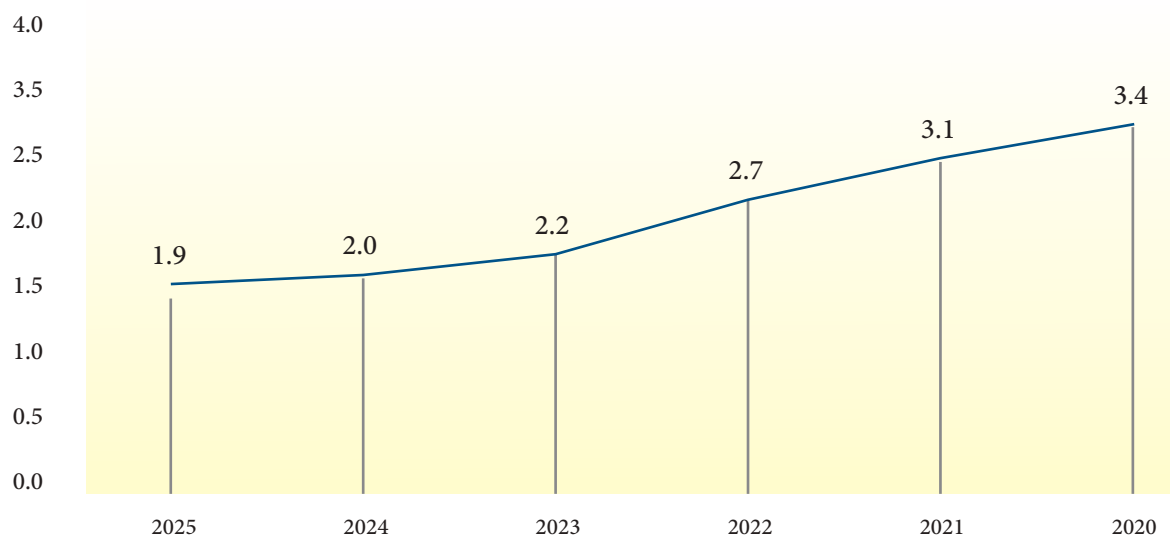
2. Inflation

Les mesures fiscales et monétaires du gouvernement et les réformes des subventions

énergétiques ont contribué à contenir le niveau d'inflation en Arabie Saoudite à 2,5 % fin 2022. Bien que l'inflation demeure contenue en 2022, la Banque centrale saoudienne (SAMA) a relevé ses taux directeurs à huit reprises depuis le premier

3%, et la culture de 2,6%, l'ameublement et l'équipement de la maison de 2,3%, puis les transports de 1,6% et la restauration de 1%. Les prix de l'habillement et des chaussures ont baissé de 2,9%, par rapport à l'année précédente. Le prix de l'ameublement a baissé

Graphique 2 : Taux d'inflation en Arabie Saoudite et anticipations futures (%)



Source : Union des Banques Arabes – le département des Études et de la Recherche d'après les données du Fonds monétaire international, avril 2023.

trimestre 2022

Selon l'Autorité générale des statistiques, le taux d'inflation en Arabie Saoudite a ralenti à 2,7 % en juin 2023. La hausse des prix est principalement due à une augmentation de 9,1% pour le logement, l'eau, l'électricité, le gaz et les autres combustibles, suivie par les restaurants et l'hôtellerie de 4,3%, puis l'éducation de 4,3%, le divertissement

de 2,3%, et la section des communications a diminué de 0,7%, la santé de 0,6% et les biens et services personnels de 0,1%.

3. Finances publiques, recettes et dépenses, et dette publique

Les revenus financiers enregistrés au cours du premier trimestre de l'année 2023 se sont élevés à environ 280,94 milliards de riyals, soit une

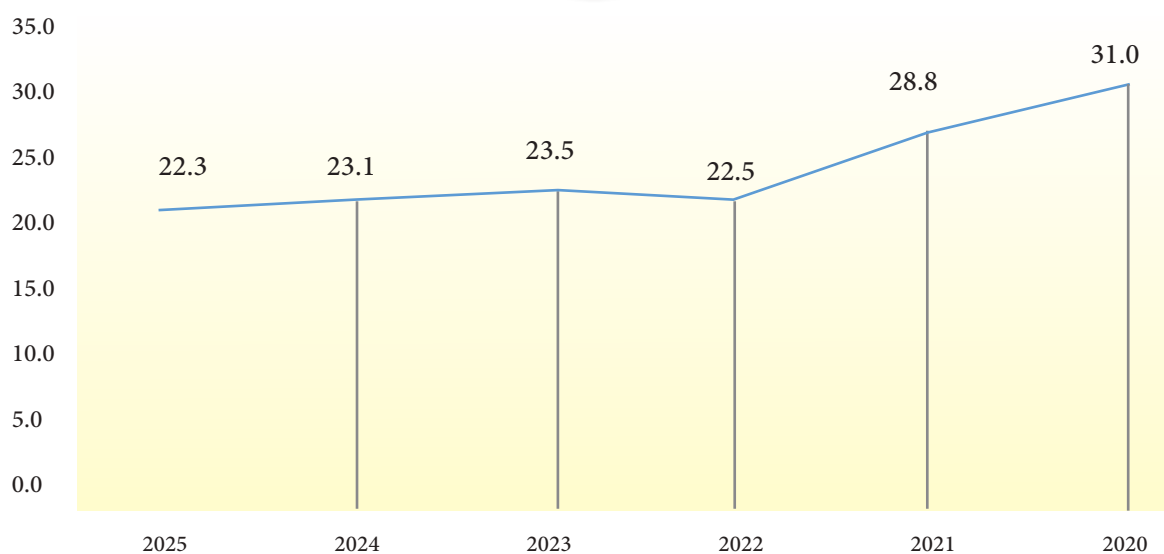
augmentation de 1% par rapport au premier trimestre de 2022. Les revenus pétroliers au cours du premier trimestre se sont élevés à 178,61 milliards de riyals, tandis que les revenus non pétroliers se sont élevés à 102,34 milliards de riyals. L'amélioration des revenus non pétroliers est due à la stratégie définie par le royaume, dans le but de diversifier les sources de revenus du royaume.

D'autre part, les dépenses du premier trimestre 2023 se sont élevées à environ 283,9 milliards de riyals, soit une augmentation de 29 % par rapport à la même période l'an dernier. La situation favorable du marché mondial du pétrole a contribué à renforcer la position budgétaire du Royaume, permettant au gouvernement de dépasser les dépenses prévues dans le budget

initial. Plus précisément, en 2022, les finances publiques ont enregistré un excédent pour la première fois depuis 2013.

En ce qui concerne la dette publique, selon les données budgétaires du premier trimestre 2023, le volume de la dette publique a diminué à environ 962,25 milliards de riyals, contre 990,08 milliards de riyals à la fin de l'année dernière. La dette intérieure s'élevait à 618,5 milliards de riyals et la dette extérieure à 343,8 milliards de riyals. Selon le Fonds monétaire international, la dette publique devrait atteindre 23,5 % du PIB d'ici la fin de 2023. La dette publique est considérée comme faible et dans des limites de niveau soutenable, avec la marge de manœuvre budgétaire nécessaire pour faire face aux éventuels facteurs défavorables.

Graphique 3 : Dette publique en Arabie saoudite en pourcentage du PIB et perspectives d'avenir (%)



Source : Union des Banques Arabes – le département des Études et de la Recherche d'après les données du Fonds monétaire international, avril 2023.

4. Investissement direct étranger (IDE) en Arabie Saoudite

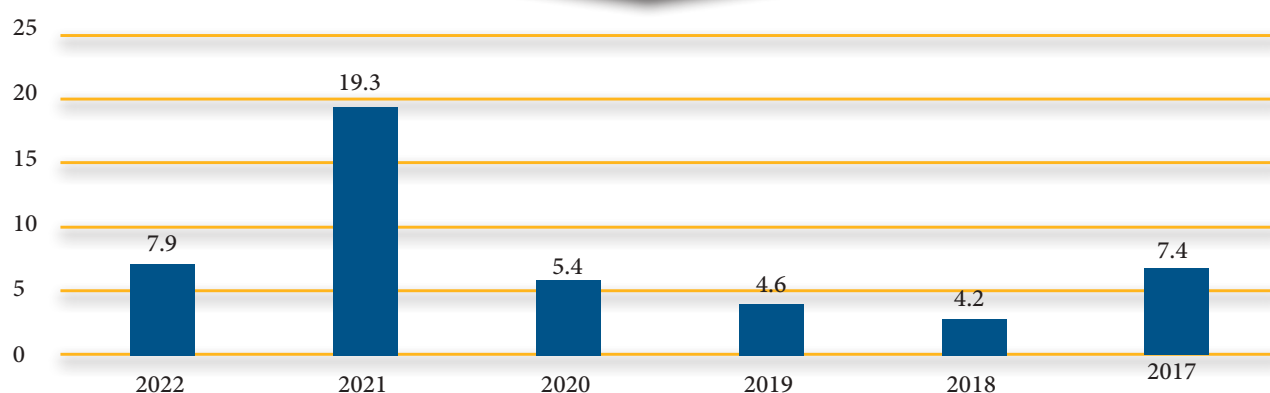
L'Arabie Saoudite aspire à ce que les investissements directs étrangers atteignent plus de 100 milliards de dollars par an d'ici 2030. Le Royaume aspire à porter la contribution des investissements directs étrangers à 5,7 % du PIB. Le Conseil des ministres du Royaume a créé l'Autorité saoudienne de commercialisation des investissements « Saudi Investment Marketing Authority » dans le but de développer et d'attirer des investissements dans le Royaume.

Les investissements directs nets augmentent depuis 2017, atteignant 19,3 milliards de dollars en 2021 à la lumière de l'accord conclu par Aramco, selon lequel il a vendu 49% des pipelines d'Aramco. Quant à l'année 2022, le volume des investissements directs étrangers a atteint 7,9 milliards de dollars.

L'achèvement de la structure législative dans les secteurs du commerce et de l'investissement

et les stratégies nationales pour les différents secteurs de l'économie ont contribué à renforcer le rôle du secteur privé saoudien et à lui fournir le soutien nécessaire pour assurer sa croissance et sa compétitivité. On s'attend à ce que le secteur privé saoudien suive le rythme des transformations économiques globales du Royaume et profite des opportunités disponibles dans le cadre de la « Vision 2030 ». Afin de promouvoir l'investissement dans le Royaume, plusieurs stratégies nationales globales ont été lancées dans le domaine économique, telles que la stratégie nationale des services de transport et de logistique, la Stratégie nationale pour l'industrie, la stratégie nationale d'investissement, la stratégie nationale de la propriété intellectuelle, la stratégie nationale des jeux et des sports électroniques et stratégie nationale du secteur de la recherche, du développement et de l'innovation. Il ne fait aucun doute que ces stratégies amélioreront le climat d'investissement et d'emploi dans le Royaume.

Graphique 4 : Croissance du PIB réel saoudien et perspectives d'avenir (%)



Source : Union des Banques Arabes – le département des Études et de la Recherche d'après les données du Fonds monétaire international, avril 2023.

5. Exportations, importations et balance commerciale

La balance commerciale du Royaume d'Arabie Saoudite a atteint un excédent de 127,1 milliards de riyals à la fin du premier trimestre 2023, malgré la baisse des exportations de 14,6% en rythme annuel et l'augmentation des importations de 18,1%. Les exportations pétrolières ont diminué de 14,9% en raison de la baisse des prix du pétrole au cours de la même période, la part des exportations de pétrole représentant 78,3% des exportations totales. D'autre part, les exportations non pétrolières ont enregistré environ 68,1 milliards de riyals au cours du premier trimestre 2023, soit une baisse de 13,3% en rythme annuel, tandis que le pourcentage des exportations non pétrolières s'élevait à 21,7% des exportations totales. Quant aux importations, elles ont augmenté au premier trimestre de l'année 2023 de 18,1%, soit environ 28,5

milliards de riyals, pour atteindre une valeur d'environ 186,4 milliards de riyals au premier trimestre de l'année 2023.

Pour l'Arabie Saoudite, la Chine est le premier partenaire commercial. Les exportations vers la Chine se sont élevées à environ 51,5 milliards de riyals (13,7 milliards de dollars), la Chine représente 16,4 % des exportations totales au premier trimestre 2023, ce qui fait de la Chine la principale destination des exportations du Royaume.

Après la Chine viennent le Japon et l'Inde avec une valeur de 32 milliards de riyals, qui constituent 10,2 % des exportations totales, puis la Corée du Sud, les États-Unis, les Émirats arabes unis, la Pologne, Singapour, Taïwan et la France sont parmi les dix premiers pays vers lesquels le total des exportations du Royaume s'est élevé à environ 204,6 milliards de riyals, ce qui représente 65,3% des exportations totales.

Tableau no1 : Volume des échanges et balance commerciale en Arabie saoudite - milliards de riyals

	Exportation des produits	Importation des Produits	Volume d'échanges	Balance Commerciale
2017	238.5	128.2	366.6	110.3
2018	290.1	126.9	417.0	163.2
2019	243.4	144.9	388.3	98.5
2020	180.0	137.2	317.2	42.8
2021	321.9	148.6	470.5	173.3
2022	348.0	196.0	544.0	152.0
First Quarter 2023	314.0	186.0	500.0	128.0

Source: Ministère saoudien de l'économie et de la planification.

D'autre part, la valeur des importations de l'Arabie Saoudite en provenance de la Chine s'élevait à environ 40 milliards de riyals (21,5 % des importations totales) au premier trimestre 2023. Venaient ensuite les importations en provenance des États-Unis d'une valeur de 17,1 milliards de riyals (9,2 % des importations totales), puis les Emirats Arabes Unis avec une valeur de 12,2 milliards de riyals (6,5% des importations totales). L'Inde, l'Allemagne, le Japon, la Corée du Sud, l'Italie, l'Égypte et la France figuraient également parmi les 10 principaux pays

6. L'économie verte en Arabie saoudite et l'initiative verte saoudienne

L'Initiative verte saoudienne vise à accroître la dépendance de l'Arabie Saoudite à l'énergie propre, à réduire les émissions de carbone et à protéger l'environnement, conformément à la Vision 2030. L'Initiative verte saoudienne développe des solutions créatives pour lutter contre les changements climatiques et facilite la coopération entre tous les segments de la société, et entre le secteur public et le secteur privé pour étendre l'action climatique. Plus précisément, l'initiative vise à atteindre les objectifs de durabilité dans le Royaume d'Arabie Saoudite grâce à :

- Superviser et unifier tous les efforts du Royaume pour lutter contre le changement climatique sous un même toit et avec un objectif clair et commun.
- Unifier les efforts du gouvernement et du secteur privé pour identifier et soutenir les opportunités de coopération et d'innovation.
- Promouvoir l'économie verte Il s'agit du premier paquet, qui comprend plus de 60 nouvelles initiatives et projets dans le cadre de la Saudi Green Initiative.

d'importation, à partir desquels la valeur totale des importations du Royaume s'élevait à environ 116,1 milliards de riyals, ce qui représente 62,3 % du total des Importations.

Enfin, soulignons que la hausse du prix du pétrole et l'augmentation de la production de pétrole ont contribué à améliorer les conditions du compte courant, l'excédent en 2022 ayant atteint son plus haut niveau en 10 ans, selon le Fonds monétaire international.



- Accélérer la transition verte et jouer un rôle de premier plan à l'échelle mondiale dans l'application du concept d'économie circulaire du carbone.
- Améliorer la qualité de vie et protéger l'environnement pour les générations futures dans le Royaume d'Arabie Saoudite.

Parmi les grands projets les plus importants de l'initiative verte saoudienne figurent les suivants :

- Lancement du Centre international du tourisme durable et création d'une fondation à but non lucratif pour l'exploration des mers et des océans.
- Adhérer au Pacte mondial sur le méthane, et l'initiative « Sports for Climate Action » au sein de la Convention-cadre des Nations Unies sur les

changements climatiques.

- Lancement de plusieurs initiatives de biodiversité pour prendre soin et protéger les espèces menacées.
- Devenir une source mondiale majeure d'hydrogène bleu et d'hydrogène vert d'ici 2035.
- Continuer à coopérer avec l'Oil and Gas Climate Initiative.
- Mettre en œuvre une transformation complète pour faire de Riyad l'une des villes les plus durables au monde.

Dans le cadre de l'initiative verte saoudienne, 5 milliards de dollars ont été investis dans l'usine d'hydrogène vert de Neom, et 15 milliards de dollars ont été investis dans le nouveau plan Al-Ula visant à établir la plus grande oasis au monde, en plus d'investissements d'une valeur de 346 milliards riyals qui seront investis par la stratégie de développement durable de Riyad afin de réduire les émissions de carbone. L'initiative vise également à planter une superficie de 541 kilomètres carrés en plantant 7,5 millions d'arbres. Il y a aussi plus

de 35 initiatives qui seront mises en œuvre dans le but d'améliorer l'efficacité énergétique dans le Royaume.

7. Le secteur bancaire saoudien

Les actifs combinés du secteur bancaire saoudien à la fin du premier semestre de l'année 2023 s'élevaient à environ 3 828 milliards de riyals saoudiens (équivalent à environ un billion de dollars), réalisant un taux de croissance de 5,4 % par rapport à la fin de l'année 2022. Le volume des dépôts s'élevait à environ 2,439 milliards de riyals à la fin de l'année 2022 (environ 650 milliards de riyals, milliards de dollars), réalisant un taux de croissance de 5,9%, à la fin de l'année 2022. Le volume de crédits s'est élevé à 3, 079 milliards de riyals (environ 821 milliards de dollars), réalisant un taux de croissance de 6,3 % à la fin de l'année 2022. Quant au capital combiné du secteur bancaire saoudien, il s'est élevé à 522 milliards de riyals (environ 139 milliards de dollars), avec un taux de croissance de 2,9 % à partir de la fin de l'année 2022.



Tableau no2 : Evolution du budget consolidé du secteur bancaire saoudien

	2020	2021	2022	First Quarter 2023
Million riyals				
Assets	2,979,625	3,277,846	3,620,949	3,828,505
Dépôts	1,942,984	2,104,454	2,295,406	2,439,715
prêts	2,279,967	2,609,907	2,883,288	3,079,048
Pour le secteur privé	1,762,440	2,034,085	2,289,676	2,416,970
Pour le secteur public	517,527	575,822	638,171	662,078
Capital	415,799	473,400	507,000	521,943
Million de Dollars				
Actifs	794,567	874,092	950,706	1,020,935
Dépôts	518,129	561,188	604,370	650,591
prêts	607,991	695,975	768,877	821,079
Pour le secteur privé	469,984	542,423	603,852	644,525
Pour le secteur public	138,007	153,553	165,025	176,554
Capital	110,880	126,240	130,011	139,185

Source: Banque centrale d'Arabie saoudite. Note : les succursales des banques saoudiennes opérant à l'étranger ne sont pas inclus.

Les indicateurs de sécurité financière du secteur bancaire saoudien (tableau n°3) décrit la résilience du secteur bancaire au Royaume, notamment en ce qui concerne les ratios de fonds propres qui dépassent largement les exigences selon les normes Bâle III. En parallèle, les banques saoudiennes ont réalisé de bonnes performances (représentées par le rendement des actifs et des actions) au cours des années 2021 et 2022.

En ce qui concerne le risque de crédit, bien que le secteur bancaire ait connu une légère augmentation des prêts non performants au cours de l'année 2020, les niveaux élevés de capital et de liquidité dans la période pré-pandémique et les mesures de soutien

prises par la Banque centrale saoudienne pendant la crise économique, a fourni une base solide aux banques pour continuer à soutenir la demande de crédit, ce qui a entraîné une diminution du niveau des prêts non performants.



Tableau n°3° : Indicateurs de sécurité financière pour le secteur bancaire saoudien (%)

	2018	2019	2020	2021	2022
Fonds propres réglementaires, actif pondéré en fonction du risque ²⁰¹⁸	20.3	19.4	20.3	19.9	19.9
Capital réglementaire par rapport aux actifs pondérés en fonction des risques	18.5	18.1	18.7	18.4	18.4
Prêts non productifs/total des prêts bruts	2.0	1.9	2.2	1.9	1.8
Rentabilité des actifs	2.1	1.8	1.5	1.8	2.1
Rentabilité des capitaux propres	13.9	11.9	8.6	10.8	12.5
Actifs liquides/total des actifs	22.3	25.4	26.8	24.7	22.8
Actifs liquides par rapport aux passifs à court terme	35.5	41.3	43.8	41.3	39.7

Source: Banque Centrale de l'Arabie Saoudite (SAMA)

Les données indiquent que malgré le ralentissement de la croissance des prêts immobiliers qui a été enregistré récemment, la demande de prêts liés à des projets et de prêts à la consommation reste forte, ce qui permet de contrer l'impact sur la rentabilité résultant de l'augmentation des coûts de financement associée à la hausse des taux d'intérêt, et l'augmentation de la part des dépôts à terme et d'épargne dans les obligations des banques.

La solvabilité des banques saoudiennes est centrée sur les efforts en cours pour moderniser les cadres réglementaires et de surveillance, car elle contribue à réduire les risques actuellement en diffusant un cadre réglementaire basé sur les risques, et dépend des résultats du processus d'évaluation interne de l'adéquation des fonds propres, en plus d'adopter les termes de la norme internationale d'information financière n°9, et la mise en œuvre complète des accords de Bâle.

Enfin, notant qu'au cours de l'année 2022 et début 2023, les mesures réglementaires temporaires qui ont commencé à être mises en œuvre en 2020 face à la pandémie « Covid 19 », qui comprenait le report du paiement des prêts et des programmes de prêts garantis, ont été annulés.



Le Sommet Bancaire Economique Euro-Med 2023



Placé sous le haut patronage du Président Français, Emmanuel Macron, le Sommet économique et bancaire Euro-Med 2023, intitulé «Pour une relation économique euro-méditerranéenne durable», organisé par l'Union des Banques Arabes en partenariat avec la Fédération Bancaire Française (FBF), et en collaboration avec la Fédération Bancaire Européenne (FBE), la Chambre de Commerce Internationale –Paris (CCI) et l'Union pour la Méditerranée (UPM) s'est déroulé le 25 mai 2023 à l'hôtel The Peninsula de Paris. Cet événement annuel qui se tient pour la 6ème fois à Paris a rassemblé de nombreux décideurs économiques et des financiers euro-méditerranéens, des ministres ainsi que des diplomates qui ont discuté des sujets et des enjeux communs. L'objectif était de constituer une feuille de route pour que les pays de la région établissent des relations durables et constructives.



Quinze ans auparavant, l'UBA, avec le soutien de ses partenaires privilégiés, a lancé le dialogue Euro-méditerranéen économique et financier, et ce par l'organisation annuellement de sommets regroupant la communauté économique et financière des deux rives de la Méditerranée sur des sujets d'actualités. L'Édition de cette année se tient pour la sixième fois à Paris sous le thème : Sommet Economique et Bancaire Euro-Méditerranéen 2023 : «Pour une relation économique Euro-Méditerranéenne durable». Ce dialogue est considéré aujourd'hui comme une véritable plateforme pour la promotion de la consolidation de la coopération et des relations Arabo-Européennes dans les domaines économiques et financiers. En effet ce dialogue a pu réaliser l'un de ses objectifs à savoir le rapprochement entre les acteurs internationaux impliqués et concernés par ce débat, et l'établissement de liens entre eux de manière plus étroite et constructive.







Cérémonie de remise des Prix

Le Banquier Arabe 2023



Dr. Wissam Hassan Fattouh
Secrétaire Général
Union des Banques Arabes

La cérémonie d'ouverture du sommet s'est conclue en honorant Son Excellence Cheikh Abdullah bin Sulaiman Al-Rajhi, président du conseil d'administration d'Al-Rajhi Bank au Royaume d'Arabie saoudite, avec le prix « le Banquier Arabe de l'année 2023 ».

A cette occasion, **Dr. Wissam Fattouh**, Secrétaire Général de l'Union des Banques Arabes, a souligné que ce prix annuel est une occasion importante d'honorer l'élite des dirigeants - les performants ,

qui ont contribué à l'avancement de la profession bancaire arabe, et ont réalisé d'importantes réalisations qui ont servi de modèle à suivre pour notre secteur bancaire arabe et le monde, et qui ont eu le mérite d'avoir soutenu les économies nationales.

Dans son discours, **Dr Fattouh** a parlé de la biographie de l'honorable Cheikh Al-Rajhi et de sa prestigieuse carrière pleine de succès, de bienveillance et de brillantes réalisations dans l'histoire de la profession bancaire arabe.

Dr Fattouh a expliqué que le Prix « Le Banquier Arabe pour l'année 2023 », qui est décerné aujourd'hui par le Conseil d'administration de l'Union des Banques Arabes à Son Excellence Cheikh Abdullah Suleiman Al-Rajhi, est un hommage à celui qui a éclairé le secteur bancaire et la profession avec ses idées et ses directives, et une appréciation pour sa carrière honorable et son rôle actif dans le développement de l'industrie bancaire saoudienne en particulier, et arabe en général.

Puis la cérémonie d'honneur a eu lieu, où Cheikh Al-Rajhi a reçu le prix des mains de Son Excellence M. Muhammad EL Etreby en présence de Son Excellence l'Ambassadeur du Custode des Deux Saintes Mosquées auprès de la République de France, M. Fahd Al-Ruwaili, M. Mohsen Faris, vice-président du conseil d'administration, de l'UBA , et **Dr Wissam Fattouh**, le secrétaire général de l'UBA et de nombreux ambassadeurs arabes accrédités en France, ainsi que des dirigeants d'institutions financières, bancaires et diplomatiques représentant 27 pays arabes et les pays européens.

Le Sommet Bancaire Economique Euro-Med 2023





Déroulement de l'évènement

Les Discours d'ouverture du Sommet Bancaire Economique



M. Mohamed El-Etreby
le Président du Conseil Administratif de
l'Union des Banques Arabes

« Les objectifs de ce sommet sont de discuter des perspectives des relations économiques euro-méditerranéennes, de promouvoir un développement durable euro-arabe et de renforcer la résilience face au changement climatique, l'instabilité financière et la sécurité alimentaire », a affirmé **M. Mohamed El-Etreby**, le Président du Conseil Administratif de l'Union des Banques Arabes, lors de la cérémonie d'ouverture du sommet. Il a rappelé que les relations euro-arabes, fondées sur des intérêts communs, remontent au XIXe siècle. « [Elles] ont été renforcées par la profondeur et l'influence des pays du Golfe, qui représentent des intérêts économiques, commerciaux, culturels, civilisationnels et sociaux basés sur les interactions des civilisations euro-arabes, qui sont profondément enracinées dans l'histoire de l'humanité. L'Union des Banques Arabes, avec ses partenaires, vise à créer des occasions susceptibles de consolider le dialogue entre les États Européens, les Pays Arabes en Méditerranée et les Nations du Golfe. Nous cherchons à trouver des mécanismes économiques qui fonctionnent dans l'intérêt économique commun et à faire ainsi face aux conséquences des crises mondiales. »

Lors de son discours, **Mme Maya Atig**, directrice générale de la Fédération des banques françaises, a indiqué que les échanges commerciaux de la France avec l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient représentent 20% du commerce extérieur de la France hors Union Européenne. Elle a précisé que ce sommet « examinera tous les enjeux qu'il faudra dépasser, les tensions géopolitiques et internes que créent les nouveaux défis de l'inflation, de l'énergie et de l'alimentation qui, eux, marquent les populations ».



Mme Maya Atig
directrice générale de la Fédération des banques françaises

Le Sommet Bancaire Economique Euro-Med 2023



M. Vincent Reina
le Président de la chambre de
Commerce Franco Arabe

M. Vincent Reina, le Président de la chambre de Commerce Franco Arabe, lors de son discours d'ouverture, a affirmé que la région euro-méditerranéenne, mais au-delà aussi, les blocs régionaux européens, africains et arabes, sont confrontés aux mêmes défis, aux mêmes urgences. et aspirent aux mêmes solutions.

Cela se fait parfois dans un esprit de concurrence. Il doit impérativement se transformer en un esprit de partenariat, un esprit de co-construction. Car nous avons à apporter, les uns et les autres, nos visions, nos moyens et nos capacités, pour être ainsi plus forts et plus rapides.

Nous devons, nous, en tant qu'organisation, comme en tant qu'entreprises, avoir la capacité à rapprocher et faire converger nos initiatives, pour sécuriser un avenir dans lequel nos destins sont intimement liés.

Dans son discours d'ouverture **S.E.M.Nasser Kamel**, le Secrétaire Général de l'Union pour la Méditerranée a affirmé que Le Sommet intervient à la suite de nombreuses perturbations mondiales profondes et d'une menace croissante du changement climatique. **M.Kamel** a partagé avec les participants quelques réflexions sur la durabilité économique à l'avenir et sur la mesure dans laquelle les banques auraient besoin de mobiliser leurs ressources et de pousser encore plus loin leur créativité afin de rester à l'avant-garde de cette magnifique transition.



S.E.M.Nasser Kamel
le Secrétaire Général de l'Union pour la Méditerranée





M. Ferid Belhaj

le Vice-Président de la Banque mondiale pour la Région Moyen-Orient et Afrique du Nord

M. Ferid Belhaj le Vice-Président de la Banque mondiale pour la Région Moyen-Orient et Afrique du Nord , a dit dans son discours que le niveau des échanges économiques entre les rives nord et sud de la Méditerranée est relativement faible. Cela est dû à un certain nombre de facteurs, notamment les barrières non tarifaires, les limitations des infrastructures et la mauvaise gouvernance. Les perspectives de croissance mondiale à court et moyen terme devraient rester inférieures à 3 % au cours des cinq prochaines années. Cela pose un défi à la fois aux pays en développement et à la région méditerranéenne.

D'ici 2050, on estime que la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord comptera plus de 300 millions de jeunes à la recherche d'opportunités d'emploi. Ce nombre effarant soulève une question importante : d'où viendront ces emplois? Il est très peu probable que le secteur public puisse générer un nombre d'emplois aussi important. Par conséquent, il est impératif que le secteur privé joue un rôle vital dans la création d'emplois.

Pour y parvenir, il y a plusieurs facteurs cruciaux à considérer. Premièrement, nous devons accorder la priorité à l'investissement dans le capital humain par le biais d'un système éducatif amélioré. Cela rejoint les objectifs du projet sur le capital humain lancé par notre institution lors des réunions annuelles à Bali il y a quelques années. De plus, nous devons améliorer les services de santé, les mesures de protection sociale et nous attaquer à la complexité des conflits régionaux.



Déroulement des sessions

Panel 1 – Dans un monde incertain, quels nouveaux projets pour les relations Euro-Méditerranéennes ?

Les intervenants ont évoqué les tensions géopolitiques dans le monde, la fragmentation des marchés, la très forte inflation des prix des matières premières (dans le domaine de l'énergie et de l'alimentation, en premier lieu).

Pour affronter ces défis, les pays doivent unir leurs efforts, notamment à travers le renforcement de la coopération entre pays euro-méditerranéens. Les représentants des institutions financières internationales appellent à l'harmonisation des politiques des États afin que soient réalisés des projets communs dans divers domaines.



M. Amine Salam, ministre Libanais de l'Economie et du Commerce a évoqué la situation difficile de son pays et ses priorités, notamment le besoin d'investissements dans les infra structures. Il a rappelé les opportunités d'investissements au Liban et souligné l'élan de créativité de la jeunesse dans de nombreux secteurs, donnant ainsi une note d'optimisme.



M. Sébastien de Brouwer, Directeur Exécutif, Fédération Bancaire Européenne, a rappelé, une fois encore, que l'Europe, qui vient à peine de sortir de la crise de la Covid-19, se trouve confrontée à un nouveau défi, celui de la guerre en Ukraine, avec les conséquences que l'on connaît et les risques qu'elle peut engendrer pour le secteur bancaire dans son ensemble. « Il faut travailler ensemble pour appréhender tous les risques et mener à bien cette phase de transition économique et énergétique.

Mme Magali Cesana, Cheffe du Service des affaires bilatérales du Trésor, France, a rappelé, de son côté, dans le contexte difficile de la guerre en Ukraine et des tensions entre les USA et la Chine, la résilience du commerce entre l'Europe et les pays arabes (+ 22% en 2022 par rapport à 2019), avec une hausse de 42 % des importations en provenance des pays arabes et un solde commercial européen déficitaire en raison en particulier de la facture énergétique. Elle a par ailleurs indiqué que les échanges de la France avec les pays ANMO avaient augmenté de 20 % sur la même période, avec une hausse de 5 % des importations françaises en provenance de ces pays. Enfin elle a indiqué que les pays européens étaient face au défi de la diversification de leurs approvisionnements, afin de réduire les dépendances et raccourcir les distances.



M. Thierry Simon, Directeur Général, Union des Banques Arabes et Françaises, a abordé les problèmes de la fuite du dollar et de la hausse des taux d'intérêts qui obligent certains pays à opérer une sélection dans leurs importations, créant de ce fait des tensions sur certains produits.

M. Georges Kanaan, PDG, Arab Bankers Association, Londres, a estimé qu'il ne fallait plus regarder l'économie d'un pays avec le seul prisme des institutions internationales et des agences de notation. Il a appelé à adapter la notation de chaque économie, en fonction du pays. Enfin, il a estimé que les banques européennes avaient besoin de simplicité dans leurs relations avec leurs clients.



et de stabilité réglementaire pour faciliter le financement durable. Abordant les nouveaux chantiers d'investissements dans les pays de la région, les intervenants ont tous cité en priorité les infrastructures, les secteurs de l'énergie, de l'éducation et plus généralement de l'humain. Pour libérer les investissements vers ces domaines, ils ont aussi appelé à adopter une politique réaliste et à adapter les mesures et les décisions vers des projets dé-carbonés.

Dr Antoine Sfeir professeur de droit international et avocat aux Barreaux de Paris, de Beyrouth et partenaire affilié à Montréal et à Washington D.C. a indiqué dans son intervention que l'espace euro-Med n'est pas encore un espace au sens politico-économique ou même juridique du terme.

Dr. Sfeir a exposé les obstacles qui bloquent l'ouverture et la complémentarité entre les pays limitrophes sur les plans juridiques dont les normes sont très loin d'être conformes. Les pays Mena région ne sont que des «entités» séparées, au niveau du voisinage et du partenariat, vu que les relations ne sont pas concrétisées à un niveau d'espace mais plutôt sur une base de retail. Il y a plein de codes, des lois et des normes qui ne sont pas conformes. Le commerce transnational est relativement faible dans certains domaines et a besoin d'une certaine organisation pour qu'il soit productif et complémentaire, vu qu'on n'a pas des échanges valeureux.

Les propositions :

A l'instar de l'Unidroit, il est d'exigence de créer un organisme pour standardiser et avoisiner les normes du droit des affaires et du monde des affaires afin de faciliter l'expansion du commerce transnational entre les pays voisins. Un grand changement est à faire à ce niveau pour se rapprocher de plus en plus d'un espace économique remarquable.

On a un autre problème majeur, c'est la difficulté de faire appliquer les sentences arbitrales au sein des mêmes pays et au sein des pays du même «espace», ce qui exige une politique juridique et générale plus ferme et plus claire qui libère l'arbitrage du contrôle des pouvoirs judiciaires que les rôles restent un rôle-cadre qui ne penche pas vers des organes de contrôle juridictionnelle qui rend l'arbitrage comme un mécanisme caduc.

D'emblée, et suite aux conflits surgis entre les états ou leurs fonds souverains d'une part et des sociétés ou des investisseurs individuels étrangers, il faut créer un organisme similaire à l'ICSID afin de mettre un cadre à ces conflits et freiner l'hégémonie des pouvoirs étatiques dans ce sens, ce qui rend l'investissement plus souple et plus productif.





Panel 2– Quelles Priorités pour un développement durable et inclusif Euro-Méditerranéen ?:

Sécurité Alimentaire, changements climatiques, stress hydrique et croissance inclusive.

Le panel a souligné l'exposition de la région au réchauffement climatique et aux problèmes de sécurité alimentaire.

La région MENA représente environ 6 % de la population mondiale cependant, elle représente 12 % de la population mondiale sous-alimentée.

Selon la Banque mondiale, la région MENA aura atteint 430 millions d'habitants en 2025, contre environ 100 millions en 1960 et 311 millions actuellement, ce qui portera la moyenne de l'eau par habitant à des niveaux extrêmement inquiétants.

Comme d'autres régions, le changement climatique et les contraintes environnementales affectent la région MENA.

Onze pays de la région MENA figurent parmi les 17 pays les plus soumis au stress hydrique au monde, avec plus de 80 % de l'utilisation de l'eau dans la région en moyenne destinée à l'agriculture, contre 70 % dans le monde.

L'Irak, par exemple, a déjà perdu la moitié de ses terres arables en raison de la salinisation progressive de son sol depuis les années 1970.



La région MENA est un importateur net de produits alimentaires ; sa nourriture est principalement fournie par les importations plutôt que par la production nationale. Dans l'ensemble, la région MENA importe environ 50 % de ses aliments auprès de quelques importateurs primaires.

Les panélistes ont insisté sur l'amélioration de la coopération intra-régionale pour relever tous ces défis.

Le Sommet Bancaire Economique Euro-Med 2023

Mme Hélène Le Gal, Directrice générale-Région MENA, Commission européenne, a déclaré que la coopération entre les pays MENA est encore faible. Le niveau des échanges entre les pays arabes et l'Europe est plus élevé qu'entre les pays arabes.

M. Ferid Belhaj, vice-président/Région MENA, Banque mondiale, a déclaré que la Banque mondiale, à travers de multiples projets, contribue au renforcement de la coopération entre les pays MENA.

M. Pierre Duquesne, ancien délégué interministériel à la Méditerranée, a déclaré que la dénomination de coopération Euro-Med pouvait prêter à confusion. Il donne l'impression que les enjeux méditerranéens se limitent aux pays arabes car il met l'Europe d'un côté et la Méditerranée de l'autre. Aussi, l'Union pour la Méditerranée existe depuis 2008. Elle a besoin de plus d'autonomie en terme d'allocation de financement, pour améliorer l'intégration régionale et justifier le rôle de l'UPM elle-même.

M. Carlos Conde, Chef du Secrétariat des relations mondiales de la Division Moyen-Orient et Afrique de l'OCDE, a déclaré que l'OCDE avait mis en place un certain nombre de mécanismes de financement pour financer des projets régionaux. Il a également insisté sur la coopération positive avec les pays du CCG. M. Conde a souligné l'importance de l'accès des femmes au financement dans la région MENA, pour améliorer l'inclusion financière.





Dîner de gala de l'Union des Banques Arabes



A l'occasion du **Sommet Bancaire et Economique Euro-Med 2023** qui a eu lieu le 25 Mai 2023 à Paris, l'Union des Banques Arabes a organisé un prestigieux dîner de gala le 24 Mai à l'Hôtel Le Peninsula.

La soirée a réuni 100 invités parmi lesquels de nombreuses personnalités officielles, d'éminents représentants du secteur bancaire Arabes et Européens, et des représentants du corps diplomatique.

Cette soirée était sponsorisée par la Banque Internationale de développement, Iraq. Le président de la Banque **M.Ziad Khalaf**, a inauguré Cette soirée avec un mot d'ouverture dans lequel il a souligné l'importance de la coopération économique arabo-européenne, appelant à une coopération fructueuse et constructive pour relever les défis et

activer un développement arabo-européen durable et renforcer la résilience au changement climatique, la sécurité alimentaire et l'instabilité financière. .

L'ambassadeur **Karim AMELLAL**, Délégué interministériel à la Méditerranée, a également pris la parole lors de la soirée .

Lors de son discours d'inauguration l'Ambassadeur Amellal a souligné l'importance de ce Sommet en termes d'élaboration des stratégies communes et la création de nouvelles synergies pour encourager le commerce et les investissements en Méditerranée, et d'assurer une sécurité énergétique et alimentaire dans la région, et œuvrer pour la protection de l'environnement, qui sont autant de priorités que la France partage et porte dans la région méditerranéenne.





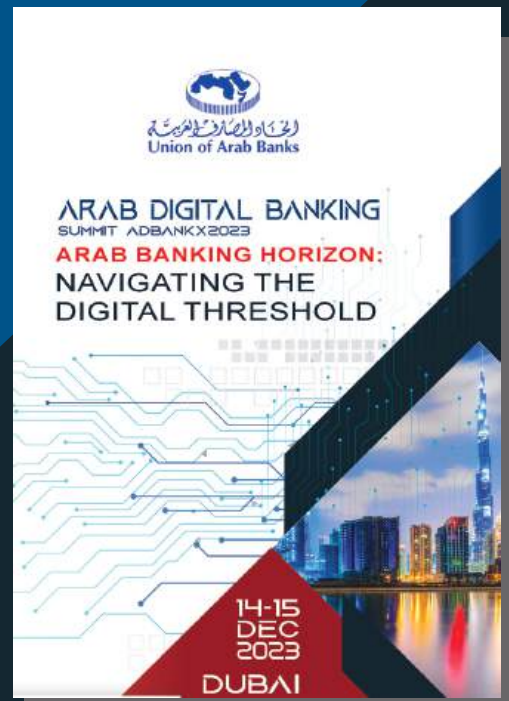
Sommet Arabe sur la Banque Numérique

ADBANKX2023

Horizon Bancaire Arabe: Naviguer dans le seuil numérique

Dubaï – EAU, 15-14 Décembre 2023

Un évènement unique pour acquérir des connaissances, de réseauter avec des pionniers de l'industrie et de façonner l'avenir de la banque numérique dans le monde arabe.



L'Union des banques arabes s'apprête à organiser en coopération avec les plus grandes Entreprises Tech internationales et régionales, le Sommet Arabe sur la banque numérique ADBANKX2023, sur le thème «Horizon Bancaire Arabe : Naviguer dans le seuil numérique » du 14 au 15 Décembre 2023 à Dubaï - UAE. Cet évènement qui réunit les principaux acteurs de l'écosystème des services financiers et d'éminents spécialistes Arabes et internationales de l'industrie numérique, d'innovateurs et d'intervenants clés intéressés à explorer les multiples facettes de la technologie financière ainsi que la transformation bancaire à l'ère numérique. Cet évènement de deux jours vise à approfondir les opportunités et les défis de la numérisation. ADBANKX2023 aspire à faciliter l'échange d'informations inestimables, sensibilisant et célébrant les récits de réussite et de fournir aux participants une compréhension holistique des facettes complexes de la banque numérique, soulignant l'interaction harmonieuse entre la banque et la technologie, et de mettre en lumière comment l'innovation technologique peut amplifier la qualité des services financiers et ouvrir la voie à une croissance holistique et inclusive. Cet évènement intervient dans le cadre de notre programme phare «UABDigital » qui vise à aider ses membres banques à accélérer les efforts, à améliorer l'agilité et à élever la maturité de la transformation numérique .

AMEN BANK

Nous excellons grâce à vous

LAURÉATE
DE LA CATÉGORIE
« **BANQUE** »

Pour la
2^{ème}
année
consécutive

LAURÉATE
DE LA CATÉGORIE
« **BANQUE DIGITALE** »



*Étude IPSOS - Qualimétrie - Septembre à Novembre 2022 - Plus d'infos sur escda.tn

Adresse du siège: Av.Mohamed V - 1002 Tunis - Tunisie
Tél.: (+216) 71 148 000 • Fax: (+216) 71 833 517
www.amenbank.com.tn • Centre de Relations Clients: 71 148 888

N°Vert 80 106 000



AMEN BANK certifié
au standard financier
BSI 10000*



بنك الأمان
AMEN BANK
Le Partenaire de votre Succès



Le groupe bancaire Albaraka vend sa part dans la banque de financement et du développement au Maroc



Le groupe Albaraka, ou groupe ABG a annoncé la finalisation de vente de sa part dans la banque de financement et de développement au Maroc, qui a pris comme nom la banque AlKaram (générosité) En décembre 2022, le groupe Albaraka a accepté de vendre sa part évaluée à 43.65% dans la banque de l'Afrique le partenaire local du groupe et actionnaire principal dans la banque.

A noter que le groupe Albaraka a obtenu l'accord de la banque centrale au Bahrein et de la banque du Maroc pour finaliser l'opération de vente.

Pour le président exécutif du groupe Houssam Ben

El Haj omar, la stratégie de la vente a pour but de redistribuer nos sources avec une maîtrise afin de réaliser plus de bénéfices pour lui, les efforts vont se poursuivre et se positionner autour des plans de travail qui favorisent et renforcent l'activité du groupe avec une grande ampleur.

Le groupe Albaraka continuera ses activités dans trois continents à travers ses unités bancaires qui couvrent ses opérations dans les pays suivants:

Turquie, Liban, Algérie, Tunisie, Egypte, Soudan, Bahrein, Jordanie, Pakistan, Afrique du sud, Allemagne, et en ajoutant deux filières en Irak et un bureau représentatif en Libye.

LA BERD ET BANK OF AFRICA SOUTIENNENT LES PME AU MAROC

La Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD) octroie un prêt dédié aux PME de 50 millions d'euros à BANK OF AFRICA - BMCE Group pour soutenir la résilience et la compétitivité du secteur privé marocain.



Le prêt de 50 millions d'euros est accordé au titre du programme cadre de la BERD pour le financement des intermédiaires financiers (FIF) afin d'aider BANK OF AFRICA à financer les petites et moyennes entreprises (MPME). Une partie du prêt aidera à financer des sociétés opérant dans des chaînes de valeur situées dans les zones de Tanger et de Kénitra ainsi que dans d'autres régions insuffisamment desservies par les financements bancaires, afin d'accroître l'inclusion financière des petites entreprises.

L'accord pour ce prêt de 50 millions d'euros a été signé par M. Mark Bowman, Vice-Président de la BERD chargé de la politique et des partenariats ainsi que, pour BANK OF AFRICA, par M. Brahim BenjellounTouimi, Administrateur Directeur Général Délégué, et par M. Khalid Nasr, Directeur

Général Exécutif responsable de CIB et Maroc.

M. Mark Bowman, Vice-Président de la BERD pour la politique et les partenariats, a déclaré : «Nous sommes heureux de signer cette facilité avec BANK OF AFRICA et ainsi soutenir l'un des principaux partenaires de la BERD au Maroc dans cet environnement économique mondial difficile, aggravé par la guerre en Ukraine, pour aider ensemble à atténuer son impact sur l'activité de prêts aux MPME. Nous espérons également que l'augmentation de la limite du programme TFP, récemment approuvée, contribuera à combler les lacunes en matière de financement du commerce extérieur et à favoriser la résilience économique au Maroc.»





M. Brahim Benjelloun-Touimi, Administrateur Directeur Général Délégué de BANK OF AFRICA, a déclaré : «La signature de cette ligne de financement de 50 millions d’Euros en faveur des PME est un des jalons d’un partenariat toujours plus étroit que nous entretenons, depuis une décennie, avec la BERD. Nous sommes ainsi fidèles à la stratégie de BANK OF AFRICA en faveur d’une finance plus inclusive, notamment à l’égard de celles qui représentent l’essentiel du tissu productif marocain, à savoir les PME, de même qu’en quête résolue d’une Finance à impact positif sur notre clientèle, nos parties prenantes et plus généralement sur l’environnement de nos activités.»

A noter également que la BERD a récemment augmenté la limite totale accordée à BANK OF AFRICA sous son programme de facilitation des échanges (TFP) de 150 millions de dollars à 175 millions de dollars US.

Cela permettra d’aider la banque à émettre des garanties en faveur des banques qui la confirment et à fournir un financement en espèces pour la pré-exportation, le financement post-importation et la distribution locale. L’augmentation de la limite aidera BANK OF AFRICA et ses clients privés, PME et corporates, à importer un large champ de marchandises au Maroc. Cela contribuera également à soutenir l’économie verte du Maroc, BANK OF AFRICA étant également un contributeur clé au programme de facilitation du commerce vert de la

BERD, en présentant notamment des transactions pour la ferraille et la sylviculture provenant de sources durables. Pour optimiser l’impact potentiel de ce programme, BANK OF AFRICA recevra un ensemble complet d’assistance technique dans le cadre du TFP, comprenant des services de conseil, un programme d’apprentissage en ligne sur le financement du commerce et des ateliers interactifs sur différents sujets liés au financement du commerce.

Le groupe BANK OF AFRICA est présent dans 32 pays, notamment en Afrique subsaharienne, en Europe, en Asie et en Amérique du Nord. Il est l’un des principaux partenaires de la BERD en matière de financement des PME au Maroc et son plus grand partenaire dans le soutien du commerce extérieur. Depuis l’activation de la facilité TFP, un total de 500 transactions de financement du commerce ont été soutenues pour un volume cumulé de plus de 1 milliard d’euros. En 2022, TFP a soutenu 67 transactions pour un volume total de plus de 184 millions d’euros.



Favoriser un Écosystème Inclusif pour une Participation Effective des Femmes dans le Secteur FinTech dans la Région Sud de la Méditerranée

Depuis dix ans, le monde de la FinTech, à la croisée de la finance et des technologies, connaît une croissance exponentielle : les investisseurs s'enthousiasment, les institutions financières font la course à l'Open Banking, et la profondeur du marché semble insondable. Les principales raisons de cette vague de fond sont que les FinTech permettent de réduire les coûts grâce à la dématérialisation, de mieux maîtriser les risques en temps réel, de proposer des produits mieux adaptés grâce à l'exploitation du « big data » par l'intelligence artificielle et d'ouvrir de nouveaux marchés grâce à la finance « comportementale ». Ce nouvel Eldorado porte aussi en lui la promesse de rendre la finance moins discriminante, plus accessible, moins genrée. La FinTech aurait donc une « mission » développementale inscrite dans son ADN qui mettrait fin à des siècles de pratiques qui consacraient la finance comme une affaire d'hommes. Mais certains en doutent : l'inclusivité « ontologique » des FinTech n'est-elle pas un élément de langage d'un pitch marketing visant les autorités publiques et les institutions de développement ? Les FinTech vont-elles permettre de renverser la table en faveur des femmes sans l'intervention des régulateurs ? Comment prendre à bras le corps un tel défi lorsque beaucoup considère que la fintech est un secteur neutre sur le plan du genre ?

Une révolution en marche dans le secteur de la finance

Il est indéniable qu'aujourd'hui, le secteur FinTech suscite de plus en plus l'intérêt des investisseurs à l'échelle internationale. Situé à la convergence du secteur financier et technologique, l'industrie FinTech se profile comme un domaine d'innovation de rupture, offrant à la fois, des services et des solutions générant de la valeur financière, mais aussi des solutions à fort impact inclusif susceptibles de pallier les limites des instruments financiers traditionnels. Pushman (2017) définit la FinTech comme « l'acte de créer et de populariser de nouveaux instruments financiers ainsi que de nouvelles technologies, institutions et marchés financiers ». Il s'agit donc d'un processus d'innovation

dans le secteur financier, processus qui est accéléré par des transformations technologiques en constante évolution. L'industrie aspire ainsi à fournir des produits financiers rentables, sûrs et accessibles à des populations jusque-là mal desservies par les canaux traditionnels. Ses objectifs sont en parfaite adéquation avec les Objectifs de développement durable des Nations Unies pour la période 2021-2030 (ODD 1, ODD 5, ODD 8, ODD 9, ODD 10, ODD 13). Les chiffres de ces dernières années parlent d'eux-mêmes et les perspectives de développement fascinent et attirent les investisseurs. Dans le monde, le stock d'investissement dans le secteur au premier trimestre

FROM POLICIES TO IMPACT

INFORMED
DIALOGUE

POLICY
REFORM

IMPACTFUL
PROJECTS

INCLUSIVE
GROWTH

2022 se montait à plus de 73 milliards de dollars (Statista 2023) investis principalement en Europe et en aux Etats Unis d'Amérique. D'ici 2026, la taille du marché mondial de la FinTech devrait atteindre 31.500 milliards de dollars, soit six fois la taille enregistrée en 2021 (Luetic 2023). La croissance devrait être stimulée par l'adoption massive de l'Open Banking dont le marché devrait bondir de 470 % dans les quatre années à venir.

Le recours aux API (application programming interface ou « interface de programmation d'application ») par les institutions financières devrait générer une demande dépassant les 580 milliards de dollars d'ici 2027, soit plus de 5 fois la demande de 102 milliards enregistrée en 2023 (Services mobiles-en 2023). Le marché de l'IoT (Internet of Things, ou Internet des Objets) atteindra 1.077 milliards de dollars d'ici 2024 (Services mobiles-en 2023). Le marché des RegTech (technologie au service de la conformité légale) pèserait, pour sa part,

32.5 milliards de dollars à l'horizon de 2028 (Imarc 2023). Ces évolutions seront portées par le secteur des Fintech dont les entreprises devraient connaître une croissance spectaculaire, leur chiffre d'affaires passant de 245 milliards de dollars en 2023 à 1.500 milliards de dollars en 2030. La part des FinTechs dans les revenus des services financiers devrait s'élever à 7 % (contre 2 % en 2022/2023) (La Revue Banque 2023). Enfin, indicateur supplémentaire de la dynamique en marche, le marché des technologies blockchain qui est une des colonnes vertébrales des Fintech atteindra les 40 milliards de dollars d'ici 2025 (Statista 2023). Une récente étude du FMI (2022) démontre qu'une augmentation de 1 % de l'adoption de la FinTech est corrélée à une augmentation de 1,4 % du nombre de femmes actives et à une hausse de 0,4 % du ratio femmes/hommes parmi l'ensemble des employés. La FinTech pourrait donc contribuer à l'amélioration du taux d'emploi des femmes et réduire les inégalités.

La FinTech : une industrie non-neutre sur le plan du genre

Mais peut-être tout n'est pas si simple. Si les investisseurs sont convaincus du fait qu'élargir la base de clientèle en accédant à des populations jusque-là mal desservies en matière de services financiers mérite l'attention, l'effet de causalité entre l'émergence des Fintech et l'inclusion financière effective, et donc la génération automatique de bénéfices sociaux collatéraux, est en débat. Plusieurs voix s'élèvent pour souligner l'insuffisance structurelle de participation effective des femmes dans les secteurs financiers et technologiques, et donc dans le secteur des Fintech. Cette réalité est le fruit de plusieurs facteurs profonds

qui sont à l'œuvre depuis des décennies et qui incluent la supposée aversion au risque des femmes, les freins à la mobilité (sécurité, accès, autorité de la famille, conditions climatiques...), l'accès plus difficile à l'éducation, aux connaissances et à l'information. Si l'on n'y prend garde, ces facteurs contribueront à modeler une industrie FinTech qui sera plus exclusive qu'inclusive en matière de genre. Le secteur affiche déjà des taux modestes de participation des femmes, que ce soit comme utilisatrices ou comme actrices du développement du secteur.

Et les perspectives, pour les Fintech comme pour



les autres secteurs de l'économie, ne sont pas encourageantes. Plusieurs études mettent en effet en évidence le manque à gagner en matière de développement socio-économique dû à l'exclusion des femmes et à la sous-estimation dans les politiques et les plans de développement de leur contribution économique potentielle.

Ce gâchis est estimé annuellement à 216 mille milliards de dollars à l'échelle mondiale (Findex 2021). Cette richesse (patrimoine et potentiel d'investissement) devrait atteindre 93 mille milliards en 2023 et ajouter annuellement 5 milles milliards de dollars au patrimoine mondial (HSBC, 2023).

Au-delà des pratiques traditionnelles

Alors que les Fintech voient leur développement s'accélérer, le secteur risque de décevoir pour ce qui concerne les effets attendus sur l'inclusion financière, si la gouvernance et les pratiques traditionnelles du secteur financier sont répliquées. Force est de constater que le secteur ne fait donc pas exception à la règle : paragon autoproclamé de vertu en matière d'inclusion, l'industrie FinTech n'est en fait pas une industrie neutre au genre (Chen et al. (2021)).

Le rapport récent de la Banque mondiale Findex (2021), intitulé «Inclusion financière, paiements numériques et résilience à l'ère de la Covid-19», a apporté de nouvelles perspectives sur les progrès de l'inclusion financière. Depuis 2017, il n'y a eu qu'une augmentation de 6 % du nombre d'adultes disposant d'un compte bancaire, tandis que le développement de l'industrie FinTech s'accélère de manière remarquable ce qui dénote de plus en plus l'intérêt que porte les utilisateurs à ce secteur face aux limites des services financiers traditionnels. Par conséquent, mettre en place une industrie inclusive, qui véritablement intègre la dimension genrée de la finance implique de fragmenter/comprendre son écosystème de

manière à ce que chaque étape permet d'informer, de comprendre et de renforcer la participation des femmes en tant qu'actrices effective et productives au sein de l'industrie FinTech, allant au-delà de la considération limitée des femmes en tant que simples utilisatrices. Pour que les fintechs tiennent leur promesse d'inclusivité, il est nécessaire que l'industrie appréhende également son développement au travers du prisme du genre. La prise en compte des besoins et des potentialités spécifiques aux deux sexes dans les stratégies et plans des sociétés fintech, avec des objectifs publiés et des procédures de contrôle crédibles, pourrait faciliter l'inclusion des femmes tant en qualité d'utilisatrices que comme moteur du développement du secteur. Mais l'exemple de la finance verte montre qu'il est difficile de faire reposer tous les efforts sur le secteur privé uniquement. Les pouvoirs publics et les régulateurs ont le devoir de créer les conditions nécessaires et les incitations permettant l'émergence d'un secteur qui ne soit pas biaisé. Pour cela, les politiques, les réglementations, les procédures de supervision, les formations et les appuis techniques doivent intégrer la dimension genre.

Vers une vision globale et inclusive des femmes dans le secteur des FinTechs ; un plan d'action

L'examen des politiques nationales a permis de mettre en lumière de nombreux défis qui restent à relever. En particulier, un manque d'information des pouvoirs publics, une quasi-absence de politiques et de programmes d'appui au secteur des FinTech intégrant la dimension genre ; une capacité limitée de la société civile et notamment des associations de femmes à appréhender le secteur ; et un manque de capacité de plaidoyer vis-à-vis des régulateurs qui permettrait de créer une pression positive pour que les lignes changent.

A cet égard, les expériences européennes, tant à l'échelle des politiques nationales et régionales, qu'à l'échelle de la société civile, offrent un important benchmark qui pourrait orienter le développement inclusif de l'industrie FinTech à travers le partage d'expériences et la collaboration de la société civile féminine entre les deux rives de la Méditerranée.

Afin de répondre aux défis et de capitaliser sur l'expérience internationale, le programme a ainsi développé un plan d'action couvrant les niveaux macro, meso et micro de l'écosystème FinTech.

Le plan d'action a accordé la priorité aux facteurs suivants lors de son élaboration :

- Mettre en avant le rôle proactif des femmes en tant que catalyseurs du changement.
- Répondre au besoin de renforcement des capacités pour promouvoir le développement d'une industrie inclusive.
- Encourager les efforts du secteur privé et des milieux académiques pour créer des solutions inclusives, répondant aux besoins des femmes et accroître leur participation.
- Reconnaître l'importance du réseautage et du partage des connaissances dans la région euro-méditerranéenne.

Mobiliser les partenaires dans le processus de mise en œuvre du plan d'action

Pour assurer la mobilisation efficace des partenaires dans le processus de mise en œuvre du plan d'action, le programme MED MSMEs a adopté une approche proactive. À partir de juin 2023, il a initié un dialogue régional avec les partenaires potentiels de mise en œuvre. L'objectif de ce dialogue était double : premièrement, il visait à identifier les facteurs de synergie entre les différentes parties prenantes impliquées. Deuxièmement, il avait pour but de définir les premières actions concrètes à développer dans le cadre du plan d'action. Ce dialogue régional se présente comme une étape cruciale pour assurer la cohérence et la coordination entre les divers acteurs. Parmi les partenaires engagés, figuraient l'Union pour la Méditerranée et l'Union Arabe des

Banques. Leurs perspectives et contributions ont été essentielles pour orienter les étapes initiales de mise en œuvre et pour garantir que les efforts conjoints se développent de manière harmonieuse.





Crédit bancaire

Un encours de mille milliards de dirhams à fin juin

Le financement participatif destiné à l'habitat a poursuivi sa progression et s'est établi à 20,3 milliards de dirhams.

L'encours du crédit bancaire a atteint 1.075,7 milliards de dirhams (MMDH) au titre des six premiers mois de 2023, en hausse annuelle de %4,7, selon Bank Al-Maghrib (BAM).

Cet encours se répartit sur les agents non financiers avec 916,1 MMDH (+1,1%) et les agents financiers 159,5 MMDH (+11,9%), précise BAM qui vient de publier son tableau de bord «crédits-dépôts bancaires» du mois de juin 2023. L'augmentation annuelle de 2,7% des crédits aux entreprises non financières (ENF) privées traduit essentiellement les hausses de 3,9% des prêts à l'équipement et une baisse de 2% des facilités de trésorerie, explique la même source, notant que les prêts immobiliers ont accusé un repli de 4,5%. Ce tableau de bord rappelle aussi que l'enquête de conjoncture de BAM indique que l'accès au financement, au T22023-, a été jugé «normal» par la majorité des industriels. Par ailleurs, le coût du crédit aurait été en stagnation selon 70% des entreprises et en hausse selon 30% d'entre elles.

Selon l'enquête sur les conditions d'octroi de crédit au titre de T2- 2023, les critères auraient été durcis pour tous les objets de crédits, aussi bien pour les TPME que pour les grandes entreprises. Pour ce qui est de la demande, elle aurait connu une baisse tant pour les GE

que pour les TPME et aurait concerné tous les objets de crédit. Concernant les taux appliqués aux nouveaux crédits, ils ont progressé à 5,27% au T22023-. Par taille d'entreprise, ils se sont établis à 5,01% pour les GE et à 5,77% pour les TPME.

Par ailleurs, BAM fait savoir que les concours aux ménages ont enregistré une hausse annuelle de 2,9%, recouvrant principalement des accroissements de 2,4% des prêts à l'habitat et de 1,7% des crédits à la consommation. Le financement participatif destiné à l'habitat, sous forme notamment de «Mourabaha» immobilière, a poursuivi sa progression et s'est établi à 20,3 MMDH, après 17,4 MMDH une année auparavant. Au T22023-, les banques déclarent des critères d'octroi inchangés pour les prêts à la consommation et durcis pour les prêts à l'habitat. Pour la demande, elle aurait stagné aussi bien pour les prêts à l'habitat que pour ceux à la consommation.

S'agissant des taux appliqués aux nouveaux crédits aux ménages, ils ressortent, au T22023-, à 4,64% pour les crédits à l'habitat et à 7,27% pour ceux à la consommation.



BNA

Bank réalise un PNB en hausse de plus de %9 au premier semestre 2023

La BNA Bank a fini le premier semestre 2023 avec une hausse de son produit net bancaire de %9,2 passant de 447,97 millions de dinars fin juin 2022 à 489,24 millions de dinars fin juin 2023.

Les dépôts de la clientèle ont enregistré une augmentation de %6,2 passant, pour cette même période, de 10,15 milliards de dinars à 10,78

milliards de dinars, et cela grâce à la croissance des dépôts d'épargne (%10,1+), d'après un communiqué boursier de la BNA.

L'encours des crédits apparaissant au bilan a atteint 14,07 milliards de dinars fin juin 2023 contre 13,57 milliards de dinars fin juin 2022, enregistrant ainsi une augmentation de %3,7.

Le FMI

salue le «partenariat exceptionnel» avec le Maroc



Le Fonds monétaire international (FMI) entretient un «partenariat exceptionnel» avec le Maroc, qui s'apprête à réunir en octobre prochain le gotha de l'économie mondiale pour discuter des enjeux à un moment où la coopération est plus vitale que jamais, a souligné la directrice de la communication du FMI, Julie Kozack, qui s'est félicitée de l'avancée des préparatifs pour accueillir, à Marrakech, les Assemblées annuelles du Fonds et de la Banque mondiale.

«Nous sommes très heureux d'avoir nos réunions annuelles au Maroc en octobre prochain. C'est la première fois en 50 ans que ces Assemblées se tiennent sur le continent africain», a indiqué Mme Kozack dans une interview à la MAP, relevant

que le Royaume a toujours été un carrefour entre le Moyen-Orient, l'Afrique et l'Europe. «Il n'y a rien de mieux que ce carrefour pour réunir la communauté internationale afin de discuter de nos enjeux mondiaux à un moment où la coopération est plus vitale que jamais», a-t-elle dit, estimant que certains défis auxquels le monde est confronté comme le changement climatique ne peuvent être relevés que lorsque la communauté internationale rejoint ses forces.

Les assemblées annuelles de ces institutions permettront d'accueillir près de 14.000 délégués issus de 190 pays membres à Marrakech en octobre prochain.



STB
EVERYWHERE



L'UNIVERS
DIGITAL STB

البنك العربي... أفضل بنك في الشرق الأوسط للعام 2023



للعام الثامن على التوالي



arabbank.com



البنك العربي
ARAB BANK



النجاح مسيرة